

# RESACOOOP

RESEAU D'APPUI A LA COOPERATION EN RHONE-ALPES

## EDITORIAL

L'immense élan de solidarité qui a soulevé la planète entière, suite au tsunami du 26 décembre, a surpris et étonné, comme si notre impuissance face aux forces de la nature nous touchait davantage que les guerres et les conflits qui émaillent l'actualité quotidienne.

Si très tôt après le tsunami, le message a été, comme le rappelle PSF : « De l'argent, pas de dons en nature », il faut se rendre à l'évidence, le pire n'a pu être évité. Quel gâchis, dira-t-on, en lisant le communiqué de PSF qui rappelle, s'il en était besoin, que les médicaments ne sont pas des produits inoffensifs. Et on blêmit lorsqu'on sait qu'il faudra plusieurs millions d'euros pour détruire la majeure partie de ces médicaments.

Cette catastrophe nous rappelle une fois de plus qu'agir ne suffit pas : il faut agir en connaissance de cause, en coordination avec les autorités des pays touchés et en restant toujours à l'écoute des besoins et des souhaits qu'elles expriment. Aujourd'hui, alors que s'amorce la phase de reconstruction, sommes-nous prêts à l'entendre ?

*Rose-Marie Di Donato, équipe technique RESACOOOP*

## LA PAROLE AUX ACTEURS

### Des tonnes de médicaments inappropriés en Asie du Sud-Est

Avant même de partir, ils étaient nerveux. Ils savaient déjà ce qui les attendait à Banda Aceh. Ils essayaient de se remémorer les expériences vécues en Bosnie et en Albanie et se préparaient psychologiquement pour ne pas hurler de désespoir devant le triste spectacle d'une aide humanitaire internationale, certes "généreuse", mais qui, dans la précipitation, commet systématiquement les mêmes erreurs et fait passer son besoin d'agir avant les besoins réels des pays sinistrés. "C'est normal" diront certains "il fallait agir très vite". "Ce n'est pas normal" répond Pharmaciens Sans Frontières (PSF) qui s'interroge sur les raisons qui empêchent les acteurs humanitaires, gouvernementaux et non-gouvernementaux, de se concerter immédiatement afin d'être efficaces et d'éviter de pénaliser les pays bénéficiaires par des dons inappropriés qu'ils devront détruire pour protéger la santé de leurs populations [...]

Pourtant le message des principales ONG humanitaires était bien : "Pas de dons en nature, de l'argent !" Mais le constat est amer : des tonnes de médicaments de toutes marques, venant de tous les pays, avec des notices écrites dans des langues complètement inconnues du personnel médical, avec des dates de péremption trop courtes, s'accumulent anarchiquement dans des entrepôts et même des résidences. Rien que sur la ville de Banda Aceh, un entrepôt de la taille d'un terrain de football ne suffirait pas à concentrer en un seul point les dons amenés par les uns et les autres et abandonnés sur place car inutiles. Même les kits de première urgence sont arrivés en trop grand nombre et sont désormais inadaptés à la situation.

Et des médicaments continuent d'affluer ! Les gouvernements des pays sinistrés n'osent pas les refouler de crainte d'offenser les pays donateurs. Difficile de dire "non" à quelqu'un qui est persuadé que vous avez besoin de lui. Surtout si vous sentez que c'est surtout lui qui a besoin que vous ayez besoin de lui. Petit à petit cependant, ils se ressaisissent. Le Sri Lanka avait déjà demandé à PSF Allemagne et Suisse de faire passer l'information qu'ils ne souhaitent plus recevoir de médicaments. Les autorités sanitaires de Banda Aceh nous demandent la même chose... gentiment. Trop gentiment, d'après nos évaluateurs qui calculent déjà mentalement le coût des destructions et le nombre de personnels qu'il faudra mobiliser pour ces destructions. Il y a déjà tant à faire pour déblayer les décombres, détruire les médicaments endommagés par le tsunami et reconstruire ! Il faudra plus longtemps encore car il faudra aussi "déblayer" et détruire les dons inappropriés [...]

*Ghislaine Soulier, responsable communication*

*Pharmaciens Sans Frontières Comité International*

*4 voie Militaire des Gravanches, 63100 Clermont-Ferrand*

*Tel. 04 73 98 23 59 - E-mail : g.soulier@psf-ci.org - Site Web : www.psfci.org*

*(Extrait du communiqué de presse consultable sur le site de PSF.)*

## LES ACTIVITES DU RESEAU

### ■ VIE DE L'EQUIPE

#### Arrivée d'Hervé Manaud

Après une expérience de terrain en Afrique, en Asie et auprès de réfugiés de la région Rhône-Alpes, Hervé Manaud vient partager son regard technique avec l'équipe de RESACOOOP, qu'il a rejointe le 13 janvier. Prenant la suite d'Antonio Silveira, il lui est notamment confié l'ensemble des activités développées en direction des publics « Jeunes ».

### ■ FORMATIONS

Voir détail des formations organisées par RESACOOOP en page 8.

### ■ REUNIONS

#### Madagascar

La prochaine réunion géographique organisée par RESACOOOP aura pour thème : « *Les partenariats entre les acteurs de la région Rhône-Alpes et de Madagascar* ». Elle se déroulera à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon (69) le **jeudi 31 mars 2005** et aura pour objectifs :

- de dresser un état des lieux des organisations de Rhône-Alpes ayant des actions de coopération à Madagascar.
- d'identifier les motivations et les raisons qui conduisent ou peuvent conduire à s'engager dans un pays tel que Madagascar.

Si vous appartenez à une structure qui travaille avec Madagascar, vous avez sans doute reçu, il y a quelques semaines, un questionnaire qui doit nous permettre de faire l'état des lieux des coopérations entre Rhône-Alpes et Madagascar. Votre contribution nous est indispensable et nous vous remercions par avance de nous la retourner dans les meilleurs délais. Si vous n'avez pas reçu le questionnaire, n'hésitez pas à nous le signaler.

Contact : Hervé Manaud – Tel 04 72 77 87 65.

#### Forum des outils pédagogiques – La Côte St-André (38)

Le Forum des outils pédagogiques pour une éducation à la citoyenneté internationale s'est tenu le mercredi 15 décembre 2004 au Lycée agricole de la Côte Saint André. Il a réuni plus de 150 participants issus des associations, collectivités locales et établissements scolaires de la région. Cette réunion a permis un échange entre producteurs et utilisateurs d'outils pédagogiques, à partir de la présentation de jeux, vidéo, mallettes pédagogiques ou bandes dessinées destinés à des publics de tous âges. Le compte-rendu sera prochainement disponible sur notre site internet, ainsi qu'une version améliorée du répertoire des outils et structures ressources en matière d'éducation à la citoyenneté internationale, présenté lors de cette journée.

## ACTUALITE INSTITUTIONNELLE

### ■ AU PLAN REGIONAL

#### Région Rhône-Alpes : Assises régionales de la coopération décentralisée

La Région Rhône-Alpes organisera, les 17 et 18 juin 2005, les Assises régionales de la coopération décentralisée qui se tiendront au siège du Conseil régional à Charbonnières. Ces Assises réuniront pendant deux jours l'ensemble des collectivités locales, associations, organismes socioprofessionnels et autres acteurs de la coopération internationale en Rhône-Alpes, ainsi que des représentants des Régions partenaires du Sud et de l'Est.

## Tsunami : se coordonner pour soutenir « l'après urgence »

Au-delà de la mobilisation qui s'est manifestée au lendemain du 26 décembre 2004 pour venir en aide aux populations touchées par le tsunami, plusieurs initiatives ont vu le jour pour accompagner la reconstruction et le re-développement des zones ravagées.

Ainsi, le Grand Lyon a décidé de mettre en place un dispositif d'aide à la reconstruction, s'inscrivant dans la durée, en y associant les acteurs économiques, les associations et établissements hospitaliers de l'agglomération lyonnaises, ainsi que les services du Grand Lyon. La première rencontre qui s'est tenue le 13 janvier 2005 a retenu les deux principes majeurs suivants : création d'une « cellule Asie » au sein du Grand Lyon et ciblage de l'action sur le Sri Lanka, en s'appuyant sur les relations existantes entre la ville de Colombo et le Grand Lyon à travers le réseau CityNet.

Par ailleurs, la Région Rhône-Alpes a invité les collectivités territoriales de la région à réfléchir ensemble à la mise en place d'un Fonds commun de soutien à la reconstruction, lors d'une réunion qui s'est tenue le 14 février 2005 à Charbonnières et ce, en coordination avec les services concernés du Ministère des affaires étrangères. Une douzaine de collectivités ont répondu favorablement et se retrouveront mi-mars pour définir des modalités précises.

## ■ AU PLAN NATIONAL

### Volontariat de Solidarité Internationale

Le 10 février 2005, la loi relative au contrat de volontariat de solidarité internationale a été votée en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale. Parmi les modifications apportées : reconnaissance du volontariat comme statut distinct du salariat ; il n'y a plus de condition de nationalité pour accéder au statut de volontaire ni de durée minimum de contrat pour bénéficier du statut et des contrats de 2 ans maximum. Et toujours, un maximum autorisé de 6 ans de volontariat au cours d'une vie. En outre, le volontariat sera pris en compte dans les procédures de VAE (validation des acquis de l'expérience). Par ailleurs, les obligations des ONG envers les volontaires sont maintenues, voire renforcées.

Site internet : <http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/volontariat.asp>

### Coopération décentralisée et intercommunalité

La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD) vient de sortir un "vade-mecum sur la coopération décentralisée et l'intercommunalité". Ce document de 86 pages dresse l'état des lieux des partenariats existants et précise les éléments juridiques spécifiques à ce type de coopération.

Site internet : rubrique "outils-méthodes - [www.diplomatie.fr/cncd](http://www.diplomatie.fr/cncd)

### Loi sur l'eau

Le 27 janvier 2005, le Parlement a définitivement adopté la proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement. Elle précise en particulier :

« Art. L. 1115-1-1. - Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement peuvent, dans la limite de 1% des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans le cadre des conventions prévues à l'article L. 1115-1, des actions d'aide d'urgence au bénéfice de ces collectivités et groupements, ainsi que des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. »

Texte complet sur : <http://www.assemblee-nat.fr/12/ta/ta0375.asp>

### Une nouvelle instruction fiscale pour le mécénat

La loi du 01/08/2003 relative au mécénat a prévu des mesures d'encouragement pour inciter les entreprises à soutenir les associations et les fondations. L'instruction du 13/07/2004 rappelle que la déduction opérée par les entreprises au titre des dons au profit d'organismes d'intérêt général est remplacée par une **réduction d'impôt**. Cette mesure peut désormais bénéficier aux organismes publics ou privés dont la gestion désintéressée et qui ont pour activité la présentation au public de spectacles pour acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants ou cinématographiques. La déduction spéciale pour acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants est étendue aux instruments acquis et prêtés à titre gratuit aux artistes interprètes.

Instruction n° 4 c-5-04 consultable sur : [www.impot.gouv.fr](http://www.impot.gouv.fr)

## FORMATION

### ■ CIEDEL : « Ingénierie de Développement local ».

Le Centre International d'Etudes pour le Développement Local propose une nouvelle offre de formation universitaire et professionnelle pour les acteurs confrontés aux nouveaux enjeux du développement.

Conçue en 3 temps, elle propose en formation longue ou courte un parcours de formation individualisé, organisé autour de trois axes :

- Capitalisation d'expériences
- Définition de stratégies et de politiques de développement
- Conception, conduite, accompagnement et évaluation d'actions et de dispositifs

Pour plus d'informations : Centre International d'Etudes pour le Développement Local, 30 rue Sainte Hélène, 69002 Lyon – Tel. 04 72 77 87 50 - [ciedel@univ-catholyon.fr](mailto:ciedel@univ-catholyon.fr) - [www.ciedel.org](http://www.ciedel.org)

### ■ Espace Associatif du Rhône

La priorité de l'Espace associatif est d'être au plus près des préoccupations quotidiennes des associations et d'apporter des réponses concrètes aux difficultés qu'elles rencontrent. La programmation 2005 se veut équilibrée entre les **formations juridiques, comptables et communication**, en mettant plus particulièrement l'accent sur le droit social et notamment sur les problèmes liés à l'embauche d'artistes du spectacle vivant. L'espace associatif du Rhône tient des permanences gratuites exclusivement sur rendez-vous (Tel 04 72 61 71 66).

Contact : Jean-Louis Vazette, Espace Associatif du Rhône, 26 rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon – Tel 04 72 61 77 34 – Email : [espace-associatif@rhone.fr](mailto:espace-associatif@rhone.fr)

## AGENDA

### Festival « Lafi Bala » à Chambéry (73)

La Ville de Chambéry et l'association Chambéry-Ouahigouya organisent du **23 au 26 Juin** prochain l'édition 2005 du Festival "Lafi Bala". Cet événement a pour objectif de mettre en lumière la culture du Burkina Faso sous toutes ses formes (musique, littérature, cinéma, théâtre, danse, arts plastiques etc...). et se veut un moment privilégié d'échanges et de découvertes. Pendant 4 jours, les visiteurs (5000 en 2004) déambuleront à travers un décor urbain burkinabé, reconstitué pour l'occasion : expositions, forums littéraires, animations scolaires, contes, arts plastiques, théâtre de rue, etc. Chaque soir, une représentation est organisée dans la Ville : concerts, projection de film, danse contemporaine, pièce de théâtre etc... Une vingtaine d'artistes burkinabés seront invités à cette occasion.

Contact : Samuel Caillault – Tel. 04 79 60 23 05 - [chambery.ouahigouya@mairie-chambery.fr](mailto:chambery.ouahigouya@mairie-chambery.fr) - [www.lafibala.com](http://www.lafibala.com)

### Expo « Carnet de Bord » à Lyon

Du 15 au 24 mars inclus, l'association Terre d'Amitié sera présente au Centre Berthelot avec une exposition-vente prestigieuse et riche de témoignages artistiques variés : mobilier ancien, objets de décoration, tissus, art primitif, se côtoieront dans une grande authenticité. C'est à un long périple que vous êtes conviés, dans l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui : masques envoûtants, boucliers, monnaies anciennes, coiffes et sièges de chefs, bronzes hiératiques - la Chine des minorités ethniques - l'Inde et la Birmanie aux multiples divinités - le Japon au raffinement subtil - l'Australie, où les peintres aborigènes de la terre d'Arnhem dévoilent "le Temps du Rêve".

Cette exposition-vente est organisée au profit de l'aide médicale en Afrique. Lieu : salle Edmond Locard au Centre Berthelot, 14 avenue Berthelot, Lyon 7°. Ouvert tous les jours de 10h à 19h.

Renseignements : Tel. 04.78.61.20.07.

### « Le Monde est mon Village » - 5 juin à Feyzin (69)

Seconde édition, après plus de 3000 visiteurs en 2004, cet événement permet de : rencontrer les milieux associatifs humanitaires, les représentations consulaires, les acteurs du commerce équitable – d'assister à différentes conférences sur les questions internationales. Le thème de cette rencontre 2005 sera la « **coopération décentralisée** ». Il s'agira à cette occasion d'inscrire plus fortement la présence des collectivités locales parmi les acteurs incontournables de la solidarité internationale.

*Si le projet vous intéresse et pour y participer, contacter Julien Dussort et François Meyronein au tel. 04.72.89.07.89.*

### «Solidarité Festival » à St Antoine (38)

L'office de tourisme de St-Antoine l'Abbaye organise son premier *Forum des associations humanitaires et de l'artisanat* dans le cadre d'un festival les vendredi 24 et samedi 25 juin 2005, de 14h à 20h. Ce premier forum rassemblera des associations humanitaires, des Artisans et des Filières intégrées de commerce équitable et il se déroulera dans la grande cour de l'abbaye. Les associations humanitaires sont invitées à se présenter. Elles pourront exposer leurs projets et actions sur les supports de leurs choix. Les artisans français et africains présenteront leurs travaux (expositions photos) ainsi que leurs techniques de fabrication (démonstrations).

*Renseignements et inscriptions : Olivier Faus - Maison du Tourisme et du patrimoine, Place F. Gilibert – 38160 St Antoine l'Abbaye – Tel 04 76 36 44 46 – Email : [stantoine.tourisme@wanadoo.fr](mailto:stantoine.tourisme@wanadoo.fr)*

## PUBLICATIONS

### Journal « A Propos »

Journal de solidarité internationale, *A Propos* a été conçu comme un espace de débat sur les problématiques de coopération et de solidarité internationales. Sept numéros trimestriels et un hors série, le « Guide des formations aux métiers de la solidarité internationale », ont déjà été publiés et diffusés à plusieurs centaines d'exemplaires. Concernant le n°7 du journal, vous trouverez au sommaire un dossier spécial sur « **la coopération décentralisée – au secours du développement ?** » et d'autres propos qui font l'actualité des acteurs de la solidarité internationale. Découvrez-le sur le site : <http://journal.apropos.free.fr>

*Contact : [journal.apropos@free.fr](mailto:journal.apropos@free.fr)*

### Alternatives Sud : « Interventions humanitaires ? »

Le dernier numéro des cahiers «Alternatives Sud» vient de paraître ; il est intitulé : « *Interventions humanitaires ?* » et vise, comme le veut cette collection, à faire connaître la pensée et les analyses du Sud sur des problématiques cruciales, comme celle de l'intervention humanitaire.

Le surgissement de la controverse autour des concepts de «droit» ou de «devoir d'ingérence» date du début des années 1990 et de l'avènement du nouvel ordre mondial unipolaire. Aujourd'hui, les crises dites «humanitaires» et les guerres dites «préventives» ont replacé au cœur des débats internationaux la problématique d'un interventionnisme en quête de légitimation éthique ou juridique. Dans les conditions actuelles, l'ambiguïté de l'action humanitaire reste totale. Souvent instrumentalisés ou récupérés, ses promoteurs et leurs intentions apparaissent inféodés aux intérêts géostratégiques et aux politiques du «deux poids, deux mesures» des grandes puissances. Sur le terrain dès lors, l'amalgame entre interventions humanitaire et militaire prévaut. Dans d'autres situations, les ressorts et la logique du «complexe humanitaro-urgencier» continuent de poser question. L'organisation de la charité se substitue-t-elle aux programmes de développement ? L'ingérence humanitaire ne trahit-elle pas un aveu d'échec converti en urgence ? Comment s'articulent, dans les pays «assistés», intervenants extérieurs et acteurs locaux ? Et pour quels effets et résultats, en termes de durabilité et de reconstruction démocratique et égalitaire ?

« *Interventions humanitaires ?* », Editions Syllepse, Centre Tricontinental, vol. XI (2004), n 3, 184 pages, prix 13 € port compris.

A paraître en mars 2005 : « **Palestine : mémoire et perspectives** » (Points de vue palestiniens)

*Site internet : [www.cetri.be](http://www.cetri.be)*

### CD-Rom « Un village en brousse »

L'association **Culture Ailleurs** a réalisé un CD-ROM sur la vie et la culture d'un village du Mali : Gounfan. Il a été édité en mars 2004 par le **CRDP** (Centre Régional de Documentation Pédagogique, Grenoble) et propose un ensemble de données iconographiques textuelles et sonores, illustrant la vie et la culture d'un village en brousse à l'ouest du Mali, ainsi qu'un conte multimédia d'une trentaine de minutes.

Quelques extraits sur le site : <http://www.lykra.net/wouloto/>

Contacts : Julien Lobbedez et Sébastien Perroud, association Culture Ailleurs, 29 rue du Drac, 38000 Grenoble – Tel 04 76 70 40 49 et 04 38 12 86 45. Email : [cultureailleurs@yahoo.fr](mailto:cultureailleurs@yahoo.fr)

### CIMADE : « Recettes contre l'oubli » -

En 2003, la Cimade a édité un livre de cuisine en partenariat avec l'association de femmes Najdeh au Liban, intitulé «*Recettes contre l'oubli : saveurs orientales*». Ce livre rassemble à la fois de savoureuses recettes de cuisine recueillies auprès de **femmes palestiniennes** réfugiées au Liban et des portraits où elles font le récit de leur vie. De nombreux exemplaires ont été vendus à travers le réseau associatif de solidarité avec la Palestine et plus largement à travers le réseau du commerce équitable Solidar'Monde. Destiné tout d'abord à faire connaître la situation des réfugiés palestiniens au Liban, le livre a aussi permis de récolter d'importants bénéfices à leur profit (environ 13 000 € destinés au jardin d'enfants du camp de réfugiés de Borj El Barajneh). La Cimade a décidé de constituer une collection «*Recettes contre l'oubli*» en s'engageant dans la réalisation d'une série de livres de cuisine, en collaboration avec ses partenaires locaux sur des populations ciblées de migrants. Chaque fois, le livre présente des recettes de cuisine et des entretiens de migrants.

Le dernier en date s'intitule : «*Recettes contre l'oubli : saveurs africaines*» et donne la parole aux mamans du Sud-Kivu qui témoignent des conditions de vie extrêmement précaires des déplacés et des réfugiés en **République Démocratique du Congo**. Livrées souvent à elles-mêmes, vivant avec une assistance humanitaire aléatoire, ces femmes nous donnent des leçons de courage et de générosité à travers les exemples d'entraide. Elles, à qui tout a été volé, parfois même jusqu'à leur intégrité physique, nous confient avec fierté leurs recettes et leur savoir-faire qui font partie du seul "patrimoine" à avoir survécu à l'horreur. La cuisine, formidable force de convivialité, recrée la vie là où elle s'est envolée.

Ce numéro a été réalisé avec l'appui financier de la Fondation Un Monde Par Tous. Les bénéfices de la vente sont reversés à Solidarité Paysanne au profit du projet de micro-crédits en faveur des femmes déplacées et retournées dans le Sud-Kivu.

Prix : 9,50 € port inclus.

Contact : Carine Ollivier, La Cimade, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris. Tel. 01 44 18 60 77 – Email [ssi@cimade.org](mailto:ssi@cimade.org), - <http://www.cimade.org>



## RECHERCHE DE PARTENAIRES

### ■ Albanie

"Uji & Mjedisi" est une association albanaise qui a pour mission d'encourager et d'inviter des volontaires afin de contribuer au développement de la communauté rurale albanaise et de promouvoir le volontariat, l'expérience culturelle et le développement communautaire notamment dans le domaine de l'environnement. Le volontariat est la meilleure voie pour contribuer au développement de la communauté rurale, pour explorer l'héritage culturel du pays et pour acquérir une expérience de travail. L'association recherche un partenariat avec une ONG française afin de réaliser ensemble des projets de volontariat en Albanie.

Contact : M. Altin Qefalia, Directeur, Rr.Budi, Pa. 61/1, Ap.5 - Tirana – Albania – Tel. +355 69 25 12 439 - Email : [uji\\_mjedisi@yahoo.com](mailto:uji_mjedisi@yahoo.com)

### ■ Congo Brazzaville

L'association Action Mondiale, créée en décembre 2004 à Brazzaville a pour but d'aider les citoyens sur les difficultés qu'il connaissent dans les domaines de la santé, l'environnement, l'agriculture, les droits de l'homme. Elle recherche un partenaire qui travaille sur les mêmes thèmes.

Contact : Ulrich Vivien Kihindou – Tel + 242 6611443 – Email : [action\\_mondiale@yahoo.fr](mailto:action_mondiale@yahoo.fr)

### ■ Togo

IPEDE (Initiatives Pentecôtistes d'Évangélisation et de Développement Economique) est une association créée en 1999 à Kpalimé, ville située à 120 km de Lomé, capitale du Togo.

Elle a pour objectifs de promouvoir le développement en milieux urbain et rural, en menant les actions suivantes :

- promotion des activités socio-économiques par la micro-finance
- santé communautaire (adduction d'eau, matériel médical pour les cases de santé, etc...)
- éducation et formation professionnelle des jeunes et des adultes
- encadrement des groupements agricoles

L'association recherche un partenaire pour soutenir son action par son expérience, ses conseils et ses moyens financiers.

Contact : M. Ouyo Yoma, Ong IPEDE - BP: 53 - Kpalimé –Togo – Tel. 228 441 11 51 – Email : [ongipede\\_togo@yahoo.fr](mailto:ongipede_togo@yahoo.fr)

### ■ Togo

L'association JEMDE (Jeunesse En Marche Pour Le Développement) s'est créée en 2002. Elle a pour objectifs de : revaloriser les danses et traditions africaines, valoriser le travail manuel, lutter contre l'illettrisme et les IST/SIDA, protéger l'environnement, favoriser la formation professionnelle des jeunes.

Pour atteindre ses objectifs, l'association lance un appel à une association de la région Rhône-Alpes désirant nouer un partenariat.

Contact : M. Basile Dravie (Coordinateur), BP 52, Lomé – Togo – Tel 00228 911 18 99 – Email : [jemde11@hotmail.com](mailto:jemde11@hotmail.com) ou [jemde@voilà.fr](mailto:jemde@voilà.fr)

### ■ Sénégal

L'association Tackou Ligué regroupant 200 femmes, dans le village de Khandiar Ngoye (600 habitants) situé dans le département de Bambey dans la région de Diourbel, recherche un partenaire pour l'aider à financer ses projets de développement local dans les domaines de l'agriculture, l'hydraulique villageoise, le maraîchage, le reboisement, l'aviculture, l'élevage et le commerce. Merci de prendre contact avec M. Ousmane Ndiaye (ancien sénateur et ancien président de la communauté rurale de Ngoye).

Contact : Ousmane Ndiaye, BP 067, Dakar Colobane – Sénégal - E-mail : [ousmane1234@yahoo.fr](mailto:ousmane1234@yahoo.fr)

### ■ Sénégal

L'association APEM (Prendre un enfant par la main) recherche un partenaire pour une coopération solide et durable pour venir en aide aux plus démunis. Elle a pour objectif la prise en charge des problèmes liés à l'éducation, la culture, la santé et la formation des enfants de la rue. Elle voudrait constituer un forum d'échanges entre les associations et les individus qui travaillent dans le domaine de la formation des jeunes. Elle souhaiterait également promouvoir des méthodes participatives et/ou actives aptes à développer des pédagogies novatrices sur le terrain pour l'éducation des enfants.

Contact : M. Barka Wane (coordinateur), APEM, BP:18494, Dakar, Sénégal. Email : [wbarka23@yahoo.fr](mailto:wbarka23@yahoo.fr)

## FINANCEMENTS

### ■ MAE : Calendrier des comités de pilotage 2005

La Mission pour la Coopération Non Gouvernementale (Ministère des affaires étrangères - MAE) a publié les dates des prochains comités de pilotage des organisations de solidarités internationales et de la coopération décentralisée, chargés d'examiner les projets élaborés par les acteurs non gouvernementaux.

Pour l'ensemble de ces réunions, le calendrier d'examen des dossiers sera le suivant :

Comités de pilotages du :

- du **24 juin 2005** (Titre IV) : date limite de réception des dossiers le **24 avril 2005**.
- du **16 septembre 2005** (Titre IV et titre VI) : date limite de réception des dossiers le **16 juillet 2005**.

Contact : *François Fiard* – Email : [financement@coordinationsud.org](mailto:financement@coordinationsud.org)

### ■ Réseau « Droit à la Santé »

Le Réseau de chercheurs francophones en droit de la santé lance son premier appel à collaborations et propose d'apporter un appui financier à des projets alliant des équipes de chercheurs originaires de pays développés et de pays en développement.

Le Réseau « Droit de la santé » est l'un des réseaux de chercheurs de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) mis en place pour favoriser les échanges entre les spécialistes du droit et/ou de la santé, chercheurs et professionnels, utilisant le français comme langue de travail, et tout particulièrement pour aider au désenclavement des chercheurs, des laboratoires et des équipes de recherche.

Le comité scientifique du réseau de chercheurs a identifié quelques domaines de recherche qui pourraient être soutenus dans le cadre de cet appel à collaborations:

1. Accès aux soins, droits fondamentaux et allocations de ressources
2. Cadre juridique et éthique de la recherche biomédicale
3. Le droit de la santé et ses déterminants culturels
4. Les enjeux de la sécurité sanitaire internationale
5. La composante « santé » du développement durable

Renseignements et formulaires de candidatures sur le site internet du réseau : <http://www.ds.auf.org>

Contact : *Mélanie Samson* - [melanie.samson@univ-paris8.fr](mailto:melanie.samson@univ-paris8.fr)

### ■ COMMISSION EUROPEENNE : APPELS A PROPOSITIONS 2005

#### Programme Asia Invest II

Promotion de la coopération entre entreprises de l'Union européenne et d'Asie).

**Porteurs de projets potentiels** : organisations à but non lucratif encourageant ou facilitant le développement des échanges commerciaux et des investissements entre l'Union européenne et l'Asie (chambres de commerce, associations commerciales et industrielles spécifiques à un secteur, fédérations patronales, agences et administrations locales).

**Dates limites de réception** : 09/06/2005, 16h.

Pour en savoir plus : <http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asia-invest/aisevents2002/16february--27april2005.html>

Pour obtenir les lignes directrices 2005 à l'intention des demandeurs, consulter Internet à l'adresse suivante :

[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asia-invest/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asia-invest/index_en.htm)

Pour toute question, s'adresser par courriel à [europeaid-asia-invest@cec.eu.int](mailto:europeaid-asia-invest@cec.eu.int) ou par télécopie au numéro suivant : (32-2) 296 58 33 en mentionnant la référence : EuropeAid/120735/C/G/Multi.

#### Programme ASIA-LINK

Coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre l'Union européenne, l'Asie du Sud et du Sud-Est et la Chine.

**Actions éligibles** : projets de partenariat portant sur le développement des ressources humaines, de programmes d'études, des institutions ou des systèmes.

**Porteurs de projets potentiels** : établissements d'enseignement supérieur publics ou privés et réseaux d'établissements de l'enseignement supérieur ayant leur siège à l'intérieur de l'Union européenne ou dans un des pays suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Inde, Indonésie,

Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Oriental, Vietnam.

**Date limite de réception : 19/05/2005, 16h.**

Pour en savoir plus, consulter Internet à l'adresse suivante :

[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asialink/apply\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asialink/apply_en.htm).

Pour toute question relative à cet appel à propositions, s'adresser par télécopie au numéro suivant : (32-2) 298 48 63 ou par courriel à [europeaid-asia-link@cec.eu.int](mailto:europeaid-asia-link@cec.eu.int) en mentionnant la référence : EuropeAid/120571/C/G.

### Tempus III

Programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur.

**Porteurs de projets potentiels :**

- établissements d'enseignement supérieur et institutions non académiques telles que les organisations non gouvernementales, les entreprises et les autorités publiques,
- établis dans l'un des vingt-cinq Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des pays partenaires situés dans les régions suivantes : Balkans occidentaux, Europe orientale-Asie centrale et Bassin méditerranéen.

**Dates limites de dépôt :**

- **15/06 et 15/10/05** (bourses de mobilité individuelle)
- **15/10/05** (mesures structurelles et complémentaires)
- **15/12/05** (projets européens communs).

Pour obtenir le guide du candidat et pour en savoir plus, consulter Internet à l'adresse suivante : <http://www.etf.eu.int/tempus.nsf>

### Asia Pro Eco 2 Tsunami

EuropeAid prépare sur le programme "Asia Pro Eco 2" un appel à propositions spécifique (budget : 15 M€) pour venir en aide aux régions sinistrées par le Tsunami.

Il sera publié en mars 2005 sur internet à l'adresse suivante : [http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asia-pro-eco2/index\\_tsunami.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asia-pro-eco2/index_tsunami.htm)

### Sécurité alimentaire au Tajikistan

La délégation de l'Union Européenne au Tajikistan a lancé cet appel le 28/02/05. **Clôture le 31/05/05.** L'objectif général est le renforcement du capital social, humain et technique des ménages les plus sensibles à l'insécurité alimentaire, notamment en milieu rural. Sont éligibles : ONG, dont les ONG européennes.

Budget total : 1 500 000 €. Part de l'UE : 90 % max.

Détail sur le site de la délégation UE au Tajikistan :

[http://www.delkaz.cec.eu.int/index.php?lang=en&link\\_to=call\\_for&view=83](http://www.delkaz.cec.eu.int/index.php?lang=en&link_to=call_for&view=83)

Informations générales sur la ligne : [http://www.coordinationsud.org/article.php3?id\\_article=275](http://www.coordinationsud.org/article.php3?id_article=275)

Contact : François Fiard : [financement@coordinationsud.org](mailto:financement@coordinationsud.org)

### Coopération décentralisée à Cuba

La délégation de la Commission Européenne à Cuba a lancé le 14/02/05 un appel à propositions dans le cadre de la ligne 21-02-03 (ex B7-6002) avec comme date de clôture le 14/04/05.

Parmi les priorités retenues, figurent des actions qui peuvent contribuer à la promotion de la participation, de la décentralisation et du dialogue social. Sont éligibles différents types d'acteurs européens et cubains.

Budget total Cuba : 100 000 euros. Part de l'UE : 90 % max.

Informations générales sur la ligne : [http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong\\_cd/cdc\\_page\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong_cd/cdc_page_fr.htm)

Détail de l'appel sur le site de la délégation UE : <http://europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl> et <http://www.deldom.cec.eu.int/es/index.htm>

Information fournie par Coordination Sud

### **IEDDH micro-projets / Bosnie-Herzégovine**

La délégation de la Commission européenne en Bosnie Herzégovine a lancé un appel à propositions pour renforcer la démocratie, les droits de l'Homme et l'état de droit en Bosnie Herzégovine et ce, dans le cadre du programme micro-projets de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme.

Référence: EuropeAid/120701/L/G/BA

Budget : 435 000 € - Date de clôture : 04/04/05

L'ensemble des lignes directrices est consultable sur le site de la délégation à l'adresse suivante :

<http://www.delbih.cec.eu.int>

### **IEDDH / Maroc**

Dans le cadre de l'aide financière de **l'Initiative Européenne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme IEDDH**, la Délégation de la Commission Européenne au Maroc lance un appel à propositions avec une enveloppe globale disponible de 1 million d'€ pour la promotion des thèmes prioritaires suivant :

- . Promotion et Éducation à la citoyenneté et la gouvernance ;
- . Promotion des droits des femmes ;
- . Renforcement des capacités institutionnelles, de plaidoyer et de mise en réseau des organisations de la société civile agissant pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme ;
- . Administration de la justice ;
- . Promotion de l'indépendance, pluralisme et responsabilité des Médias.

La date limite de remise des propositions est fixée au **23/03/ 2005 à 16h00**, heure de Rabat.

La version intégrale des lignes directrices pour les demandeurs ainsi que le formulaire de demande sont téléchargeables aux adresses Internet suivantes : <http://europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl> ou [www.delmar.cec.eu.int](http://www.delmar.cec.eu.int)

## FORMATIONS DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2005

### ■ « Concevoir un micro-projet de solidarité internationale »

Concevoir un micro-projet de solidarité avec les populations de pays en voie de développement, cela ne s'improvise pas.

Le but de cette formation est de permettre aux participants :

- d'acquérir une méthode et des outils dans la conception d'un micro-projet
- d'acquérir une méthode et des outils dans la mise en œuvre, le suivi et le budget
- d'acquérir des éléments de méthode pour la recherche de financement

Cette formation s'adresse à tous les porteurs de micro-projets de solidarité internationale, qu'ils appartiennent à des structures associatives ou qu'ils portent des initiatives individuelles. Par micro-projets, on entend les actions de solidarité internationale d'un budget total inférieur à environ 30 000 €.

**Date : le 25 mars 2005 – de 10h à 17h – à Lyon**

### ■ « Monter un dossier de cofinancement »

La recherche de fonds constitue souvent un véritable parcours du combattant pour de nombreuses organisations de coopération internationale. Si la collecte de fonds privés reste essentielle, il est souvent nécessaire, dès que les projets atteignent une certaine dimension, de faire appel aux financeurs publics.

Cette session de formation s'adresse avant tout aux organisations **n'ayant pas ou peu d'expérience** en la matière et qui souhaitent acquérir des éléments de méthodologie pour monter un dossier de cofinancement d'un projet.

A travers l'alternance d'apports théoriques et d'exercices pratiques, cette formation doit permettre d'explicitier ce que recouvre la notion de cofinancement et d'appréhender les différences qui séparent un dossier de présentation de projet d'un dossier de cofinancement, ceci en s'appuyant sur l'exemple des modalités de cofinancement du Ministère des Affaires étrangères.

**Dates : Samedi 19 mars 2005, de 10h à 17h à Chambéry (73).**

**Vendredi 8 avril 2005, de 10h à 17h à Lyon (69)**

### ■ « Etablir un budget de cofinancement »

Cette séance s'inscrit dans le prolongement de la formation précédente. Elle s'adresse également aux organisations **n'ayant pas ou peu d'expérience** en matière de recherche de cofinancements publics.

Elle permet de traiter de manière plus approfondie les éléments budgétaires d'un dossier de cofinancement. Essentiellement basée sur des exercices pratiques conçus à partir des modalités de cofinancement du Ministère des Affaires étrangères, elle doit permettre d'établir un budget de financement cohérent avec le projet et de le convertir facilement en budget de cofinancement, tout en explorant les subtilités des financeurs publics.

**Dates : Vendredi 13 mai 2005, de 10h à 17h, à Lyon (69)**

**Samedi 11 juin 2005, de 10h à 17h, à Grésy sur Aix (73)**

*Informations et inscriptions auprès d'Isabelle Taine – Tel 04 72 77 87 67 et sur site internet [www.resacoop.org](http://www.resacoop.org)*

#### RESACOOOP

30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon  
Tél. : 04 72 77 87 67 - Fax : 04 72 41 99 88  
E-mail : [mail@resacoop.org](mailto:mail@resacoop.org)  
Site Web : <http://www.resacoop.org>

#### Comité de rédaction :

- **Rose-Marie Di Donato**
- **Corinne Lajarge**
- **Hervé Manaud**
- **Isabelle Taine**